
**SOCIETE AFRICAINE DE REASSURANCE
ASSEMBLEE GENERALE
23^{EME} REUNION ANNUELLE ORDINAIRE
NOUAKCHOTT, MAURITANIE, LES 27 ET 28 JUIN 2001**

AFRICARE/GA/25/161



**Rapport du Conseil d'Administration
Portant sur la Période
Du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2000**



SOCIÉTÉ AFRICAINE DE RÉASSURANCE AFRICAN REINSURANCE CORPORATION

SIEGE

AFRICA RE,
Plot 1679, Karimu Kotun Street,
Victoria Island
P.M.B. 12765
Lagos, NIGERIA

Tel : +234-1-266 3323/266 3441/262 6660-3
E-mail : info@africa-re.com
Telex : 22647/28716 (AFRICA) NG
Fax : +234-1-266 8802/266 3282/262 6664
Website: www.africa-re.com

BUREAUX REGIONAUX

Tour Atlas
Place Zallaqa
BP 7556
Casablanca
Maroc

Reinsurance Plaza
P.O. Box 62328
Nairobi
Kenya

Tel : (212-2) 2317114
Tlx : 28079 M
Fax: (212-2) 2307964
E-mail :
casablanca@africa-re.com

Tel : (254-2) 330637-9
Tlx : 23289 AFRICARE
Fax : 339515
E-mail :
Nairobi@africa-re.com

Rue Viviane
A24-Cocody Ambassade
20BP 1623
Abidjan 20
Côte d'Ivoire

Tel : (225) 22404480/1
Tlx : 22345 AFRE CI
Fax : 22 40 44 82
E-mail :
Abidjan@africa-re.com

BUREAUX DE CONTACT

11-13 St. Andrews Road,
Oakhurst Building
Ground Floor, West wing
Parktown
Johannesburg
South Africa

Room 214-215, 2nd Floor
St. James Court
Vishnu Khetra Street
(Ex. St. - Denis Street)
Port Louis
Maurice

Tel : (27-11) 484 3764/
1970/1606
Fax : (27-11) 484 1001
E-mail:
africare@africare.co.za

Tel : (230) 210-0795
Fax : (230) 210-2496
Email:
africare@intnet.mu

Honorables Délégués à
l'Assemblée Générale de la
Société Africaine de Réassurance

Date : 27 Juin, 2001

Conformément aux dispositions de l'Accord Portant Création de la Société Africaine de Réassurance, notamment à ses articles 14 et 37, et en application de l'article 8 du Règlement Général de la Société, j'ai l'honneur de vous soumettre, au nom du Conseil d'Administration, le Rapport Annuel et les états financiers vérifiés de la Société pour la période du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2000.

Veuillez agréer, Honorables Délégués, l'assurance de ma très haute considération.

MUSA S. AL NAAS
Président du Conseil d'Administration
et de l'Assemblée Générale

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'AFRICA RE



M. M. Al Naas
Président



M. F. Magezi
Vice-Président



M. A. Bayala



M. T. El Barki



M. C. Enweze



M. M. Ferrani



M O.A. Bailey



M. L. P. N'Goulakia



M. R. Rasamoely



Mme. A.S. Samake



M. K. Selim



Mme. M. Ikongo

M. Anney A. LUCAS, M. Ahmed Omar IBRAHIM, M. S. APPIAH-AMPOFO, M. Boualem OUBAÏCHE, M. Côme NKURUNZIZA, M. Habtamu H. MARIAM, M. Hassan FARAH, M. Mohamed Lemine OULD NATY, M. Nashnush FARG, M. Peter KENNETH, M. Calvin FOINDING, M. Woldemichael ZERU.



COMPOSITION DE LA DIRECTION DE L'AFRICA RE



M. Bakary Kamara
Directeur Général



M. Haile M. Kumsa
Directeur Général Adjoint



M. Kasali Salami
Directeur
Opérations Techniques



M. El Hadj Omar Diaw
Directeur de l'Administration/
Secrétaire de Société



M. Ganiyu Musa
Directeur
Finances & Comptabilité



M. Moncef Manai
Directeur Régional
Casablanca



M. Indre Vin Nursinghdass
Directeur Régional
Nairobi



M. Béné B. Lawson
Directeur Régional
Abidjan

SOMMAIRE

	Page
En Bref	6
Principaux Indicateurs Financiers	7
Environnement Economique et Commercial	8
Opérations	12
Production.....	13
Evolution de l'Encaissement de Primes Brutes.....	13
Cessions Volontaires.....	13
Répartition Géographique.....	14
Répartition de la Production par Branche.....	14
Autres Revenus.....	15
- Placements à Long Terme.....	15
- Revenus Provenant de Placements à Court Terme et d'autres Sources.....	15
Sorties de Portefeuille	15
- Sinistralité.....	15
- Sinistralité par Centre de Production.....	15
- Commissions et Charges	16
- Dépenses de Fonctionnement.....	16
- Autres Dépenses non Imputées au Compte des Résultats Techniques.....	16
Résultats de l'Année de Souscription Close (1998).....	16
Résultats de l'Exercice Financier 2000.....	16
Affectation des Résultats.....	17
Rapport du Commissaire aux Comptes.....	18
Bilan au 31 Décembre, 2000.....	20
Compte des Pertes et Profits de l'Exercice Clos le 31 Décembre, 2000.....	22
Compte des Résultats Techniques de l'Exercice Clos le 31 Décembre, 2000.....	24
Tableau des Flux de Trésorerie de l'Exercice Clos le 31 Décembre 2000.....	27
Notes Annexes aux Etats Financiers 2000	28



Le 23ème Rapport Annuel du Conseil d'Administration présente les états financiers de la Société au titre de l'exercice 2000, qui sont composés du bilan au 31 décembre et du compte des pertes et profits au titre de l'exercice clos. En outre, il contient les résultats de l'année de

souscription 1998 (close pour la première fois), ceux des exercices précédents (1978 - 1997) ainsi que les comptes des exercices 1999 et 2000 non encore clos.

En outre, il fait état de l'environnement commercial dans lequel la Société a évolué au cours de la période sous revue et contient le rapport du Commissaire aux Comptes.

La Société a enregistré au titre de l'exercice 2000 un encaissement de primes brutes net d'annulations de 78.060.022 \$E.U. contre 70.920.129 \$E.U. en 1999, soit une progression de 10,07%. Suite à l'augmentation de sa part dans certains risques de pointe qui a nécessité l'achat d'une couverture additionnelle, le volume des rétrocessions est passé de 5.040.692 \$E.U. en 1999 à 6.342.363 \$E.U., ce qui a donné lieu à une prime conservée de 71.717.659 \$E.U. (1999: 65.879.437 \$E.U.) et un ratio de rétention de 91,88%, contre 92,89% l'année précédente. Après les ajustements relatifs au mouvement des réserves, le volume des primes nettes acquises s'est élevé à 67.121.108 \$E.U. (1999: 69.122.848 \$E.U.). Par ailleurs, un montant de 37.108.052 \$E.U. a été payé au titre des sinistres (1999: 37.049.538 \$E.U.), tandis que les ajustements relatifs au mouvement des réserves pour sinistres en suspens ont porté le chiffre des sinistres encourus à 37.522.786 \$E.U. (1999: 43.977.781 \$E.U.). Après déduction des commissions qui se sont élevées à 21.858.572 \$E.U., des charges d'un montant de 1.857.140 \$E.U. et des frais de gestion qui se sont chiffrés à 4.520.366 \$E.U., la Société a enregistré un excédent de souscription de 1.362.244 \$E.U. (1999: 333.797 \$E.U.) qui a été transféré au compte des pertes et profits.

Les produits de placements et revenus provenant d'autres sources se sont chiffrés à 3.607.881 \$E.U. (1999: 3.489.830 \$E.U.) et les intérêts sur les dépôts de réassurance à 1.053.485 \$E.U. (1999: 983.631 \$E.U.), tandis qu'une perte de change matérialisée de 305.327 \$E.U. a été enregistrée au titre de l'exercice,

contre 276.990 \$E.U. en 1999, aboutissant ainsi à un profit de 5.718.283 \$E.U. (1999: 4.530.268 \$E.U.). Il a ensuite été déduit de ce solde les charges non imputées au compte des résultats techniques d'un montant de 1.437.003 \$E.U. (1999: 656.245 \$E.U.), ce qui a donné lieu à un bénéfice net de 4.281.280 \$E.U. (1999: 3.874.023 \$E.U.).

L'excédent des revenus sur les charges des années de souscription 1999 et 2000 non encore closes, soit 39.089.074 \$E.U. (1999: 34.492.523 \$E.U.) a été reporté à nouveau au titre de la réserve pour risques en cours, conformément à la procédure comptable en vigueur. Par ailleurs, la réserve pour sinistres en suspens, y compris l'IBNR, était de 30.360.526 \$E.U. (1999: 29.945.792 \$E.U.) à la fin de l'exercice.

Les ajustements de conversion cumulés au titre de l'exercice ont donné lieu à une perte non matérialisée de 4.776.068 \$E.U. (contre 5.231.878 \$E.U. en 1999), dont 5.000.000 \$E.U. ont été déduits par transfert au compte des pertes et profits. Comme par le passé, ce résultat a été porté au bilan comme élément séparé des fonds propres, en application de la norme comptable internationale IAS 21. A la date du 31 décembre 2000, les ajustements de conversion cumulés s'élevaient par conséquent à 9.553.958 \$E.U. (1999: 9.777.890 \$E.U.).

Les fonds propres se sont chiffrés à 50.048.859 \$E.U. au 31 décembre 2000 contre 50.087.774 \$E.U. à la même période de l'exercice précédent. Le redressement de l'économie planétaire a été plus perceptible en l'an 2000, exercice au cours duquel le fossé séparant les pays pauvres des nantis s'est creusé davantage. En effet, alors que la croissance du Produit Intérieur Brut mondial s'est située à 4%, le commerce planétaire a progressé de 10%, soit le double de ce qu'il fut en 1999. L'effondrement des valeurs technologiques semble avoir sinon sonné le glas des valeurs technologiques, à tout le moins refréné les ardeurs des adeptes de la nouvelle économie.

Toutefois, la révolution du génome semble avoir ouvert de nouvelles perspectives pour l'économie traditionnelle, particulièrement pour les industries pharmaceutiques et celles du secteur de la santé. Cependant il est à craindre que de nombreux pays en développement ne bénéficieront point de cette avancée scientifique et technologique, en raison de leur appauvrissement. La polémique autour des médicaments génériques pour lutter contre la pandémie du SIDA est là pour attester du bien-fondé de cette crainte.

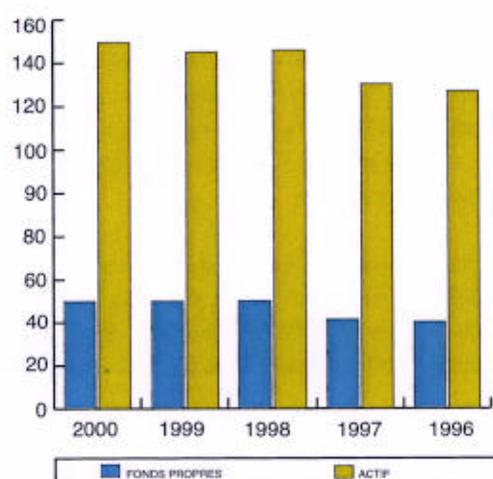
PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS



En 000 \$ E.U.	2000	1999	1998	1997	1996
RESULTATS					
PRIMES SOUSCRITES	78.060	70.920	66.126	62.900	61.281
PRIMES CONSERVEES	71.718	65.879	62.440	57.960	54.143
PRIMES ACQUISES (NETTES)	67.121	69.123	60.468	55.932	48.227
PROFIT NET	4.281	3.874	7.411	5.685	6.683
SITUATION FINANCIERE					
FONDS PROPRES	50.049	50.088	50.216	41.519	40.256
ACTIF	150.243	145.608	146.546	130.501	126.980

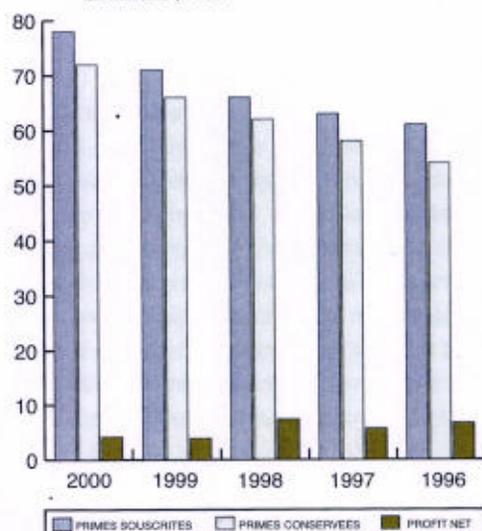
RESULTATS 1996 - 2000

En millions \$ E.U.



RESULTATS 1996 - 2000

En millions \$ E.U.





ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

En dépit du fait qu'il compte la plupart des 48 pays les plus pauvres de la planète, le continent africain, a enregistré un taux de croissance moyen du Produit Intérieur Brut de 3,5% en l'an 2000. Certes, quelques pays ont enregistré une croissance négative, mais il est important de rappeler les performances réalisées par d'autres dont les taux d'amélioration des économies se sont situés entre 5,2% et 10%.

D'autre part, l'augmentation du prix du pétrole brut a eu des fortunes diverses sur les économies des nations africaines. En effet, selon qu'elles sont productrices ou simplement importatrices, elles ont vu leurs budgets enregistrer des excédents appréciables (Algérie, Angola, Gabon et Lybie) ou leurs factures énergétiques gonfler, menaçant dangereusement tous les autres gains économiques précédemment réalisés. Cette situation des pays importateurs de pétrole a été aggravée par l'appréciation du dollar américain, monnaie dans laquelle est libellée le prix du baril de pétrole, par rapport à toutes les autres devises, en particulier celles d'Afrique.

L'industrie africaine des assurances a été marquée par un renforcement des politiques de démonopolisation, de libéralisation et de déréglementation des entreprises au cours de la décennie 1990. Cependant, alors que ces mesures étaient à l'origine destinées à ouvrir et décriper les marchés, elles ont surtout donné lieu à une concurrence débridée entraînant une baisse intolérable des taux de prime.

Le sous-secteur de la réassurance semble à présent réagir face à cette chute vertigineuse des coûts des couvertures par un réajustement des taux, ce à la suite des nombreux sinistres intervenus au cours des exercices précédents, dont notamment les tempêtes qui ont frappé l'Europe du Nord en décembre 1999. Cette reprise en main tardive peut-être, n'a pas empêché un important retrait des capacités du marché de la rétrocession en particulier. Une régénéscence du marché international est attendue, qui pourrait prendre des formes aussi variées que le développement des solutions de transmutation des risques, le retour aux fondamentaux de la réassurance et l'émergence de produits mieux adaptés aux exigences de la clientèle, et qui sera le fait des filiales réassurance des grandes banques de dépôts et de placements. Ceci pourrait renverser la tendance enregistrée en 2000, celle d'une progression modeste du chiffre d'affaires mondial en assurance (3,4%).

La délocalisation des risques demeure un péril grave

pour la survie des exploitations du continent. En effet, le placement direct de polices à fortes valeurs assurées (incendie, pétrole/gaz et aviation) menace dangereusement le devenir des assureurs et réassureurs, alors que la baisse vertigineuse des monnaies perpétue le phénomène des fluctuations de change, que l'Africa Re essaie de juguler depuis plus de deux décennies. Cette chute des devises africaines vis-à-vis de l'unité de compte de la Société a pour double effet une réduction de sa production lorsque celle-ci est convertie en dollars Etats Unis, mais aussi une ponction plus ou moins importante sur les éléments constitutifs de ses fonds propres et de ses réserves techniques.

A cela s'ajoute la sinistralité aggravée par les intempéries (inondations en Afrique Australe), le fait de l'homme (incendie d'usines et naufrages). Malgré tous ces handicaps, la Société Africaine de Réassurance a réalisé une progression de 10,07% de son chiffre d'affaires en l'an 2000 (78,06 millions \$ E.U) par rapport à l'exercice 1999 (70,92 millions \$E.U). Cette croissance aurait été de 16,40%, n'eurent été les dépréciations monétaires sus mentionnées. Une telle évolution provient à la fois d'un effort marketing soutenu en réassurance traditionnelle et d'une souscription plus importante des risques pétrochimiques.

La part des cessions conventionnelles représente à 68,92% du chiffre d'affaires contre 66,12% en 1999. Si ce dernier exercice a été marqué par un important montant de sinistres payés (41,76 millions \$E.U), l'année 2000 a vu la Société régler quelques 39,30 millions \$E.U à ce titre, soit un ratio brut de 50,35 %. Cependant, le bénéfice technique s'est amélioré en passant de 0,33 millions \$E.U. en 1999 à 1,36 million \$E.U.. Cette marge de 1,9% devrait augmenter dans les prochaines années.

La firme de notation Standard & Poor's a confirmé la note **BBB** (cercle de sécurité de S&P's), réitérant sa confiance dans la solidité financière ainsi que les perspectives d'expansion de la Société.

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET COMMERCIAL

Si l'année 1999 a vu le triomphe de l'économie nouvelle, l'exercice 2000 a été marqué par les doutes et les contre-performances boursières des valeurs technologiques aggravées par le ralentissement de l'économie américaine. Globalement, les bonnes réalisations de l'économie planétaire ne peuvent occulter les inégalités dans la répartition des



richesses du monde, malgré les réajustements opérés sur les panacées jusqu'alors administrées à tous les pays en difficulté par les institutions multilatérales.

L'an 2000 a été caractérisé à la fois par:

- de bonnes performances économiques et une accentuation des déséquilibres tant entre pays industrialisés et ceux en développement, qu'à l'intérieur de chaque nation, entre ses différentes couches sociales;
- un retour rapide de la croissance dans les pays émergents du Sud (Asie et Amérique Latine) ;
- une amélioration de la croissance économique en Afrique, portée par une démocratisation plus prononcée et mieux acceptée, ce malgré une régression de l'espérance de vie dans la plupart des pays, en raison de la pandémie du sida; ainsi que
- une libéralisation plus soutenue de l'activité des assurances, avec pour corollaire une concurrence débridée, entraînant le prix de la couverture d'assurance/réassurance vers une baisse vertigineuse.

Confirmation des bonnes performances de l'économie planétaire

A l'aune de la croissance du Produit Intérieur Brut, l'année 2000 restera celle de réalisations louables, malgré quelques inquiétudes au cours du 2ème trimestre. En effet, la forte croissance du P.I.B mondial (4%) a été accompagnée par une baisse sensible du chômage et une progression du commerce et des échanges internationaux. Il faut remonter à l'exercice 1988 pour retrouver un tel niveau de progression de l'économie mondiale. Cette année-là marque en effet la dernière grande phase d'une expansion de cette envergure. Le commerce mondial qui a progressé deux fois plus vite qu'en 1999, a enregistré un taux de 10%. La convalescence des pays émergents d'Asie a elle aussi été plus rapide que prévue.

Toutes les grande économies du globe, y compris celle du Japon enlisée depuis une décennie dans une crise sans précédent, ont connu une phase de croissance.

Les nuages qui s'amoncelaient depuis la crise asiatique de 1997 sur les perspectives de retournement de l'économie planétaire, se sont finalement dissipés en l'an 2000. Toutefois, l'euphorie

née des résultats virtuels de la nouvelle économie a vite fait place à une inquiétude grandissante dès la fin du premier trimestre de l'exercice. Aussi, les investisseurs se sont alors portés sans hésiter vers les actions de l'économie traditionnelle et les obligations ou emprunts d'état.

N'eussent été le mauvais arrimage du peso argentin au dollar américain et la faiblesse du système bancaire turc, deux événements qui ont nécessité l'intervention du Fonds Monétaire International par la prescription des cures d'austérité habituelles pour remettre ces pays sur la bonne voie, l'impression laissée par l'année aurait pu être qualifiée de globalement très bonne.

Si le risque d'inflation a désormais pris le pas sur celui de la déflation, c'est par suite de la hausse généralisée des prix de certaines matières premières et le choc pétrolier causé par la politique de baisse de la production pratiquée par l'O.P.E.P. Ainsi, alors que le relèvement des prix à la consommation n'a été que de 2,7% contre 1,1% dans les pays de la zone euro, il a atteint 3,5% aux Etats-Unis. Sur les neuf dernières années, l'économie américaine qui a servi de locomotive au reste du monde a enregistré une croissance moyenne annuelle de 3,5%, creusant encore plus l'avance prise sur l'Europe.

La monnaie européenne a depuis son lancement en janvier 1999 perdu plus de 25% de sa valeur vis à vis du dollar. Néanmoins, malgré ce handicap, l'Europe Occidentale a connu une expansion supérieure à 3%, faisant refluer le taux de chômage au-dessous de 9%. Ces pays espèrent ainsi atteindre le plein emploi à la fin de la présente décennie.

A la suite de la crise des valeurs technologiques, l'économie planétaire s'apprête à utiliser la révolution génétique comme un tremplin pour être relancée avec plus de vigueur. En effet, l'annonce du décodage du génome humain en juin 2000 semble ouvrir la voie à une explosion des sociétés pharmaceutiques en particulier et de celles de la santé en général. La manne du génome devrait faire passer le marché du médicament des 337,7 milliards \$ EU actuels à 506 milliards \$ EU en 2004. Cette perspective explique qu'en un court laps de temps (1 mois) une trentaine de sociétés de biotechnologie médicales entrées en bourse ont levé 2,2 milliards \$ EU. Les actions des sociétés de ce secteur ont en outre gagné 19,5% au cours des 11 premiers mois de l'année. Ce tableau cache pourtant mal les déséquilibres criants qui existent dans le monde, parmi les nations et entre couches sociales au sein de mêmes pays.

Accentuation des déséquilibres internationaux et inégalités sociales

Le Forum du dialogue sur les tendances globales et les économies émergentes tenu en 1999 en Afrique du Sud et en l'an 2000 en Malaisie, a marqué le retour des pays du Sud sur la scène internationale, et montré combien l'initiative prise par ces nations en vue de donner plus de poids à leurs revendications est importante dans le bras de fer permanent que se livrent les états pour défendre leurs intérêts en vue de conquérir des parts de marchés. C'est cette détermination qui, avec la mobilisation des Organisations Non Gouvernementales (ONG), est à l'origine de l'échec des négociations de Seattle en novembre 1999. La stratégie mise en place par ces pays leur permet de ne pas être marginalisés et de dénoncer les promesses non tenues par les nations industrialisées, notamment lorsque ces dernières protègent des secteurs vitaux de leurs économies (textiles et agriculture), tout en prônant une ouverture tous azimuts de l'activité des services. Les pays du Sud refusent en outre les dérives de la mondialisation qui creusent le fossé entre régions riches et pauvres, et paupérisent davantage les populations des nations en développement. Il est de plus en plus reconnu que l'intégration d'un pays à l'économie mondiale ne peut être à elle seule une stratégie de développement. En effet, l'ouverture des frontières ne contribue pas forcément à la croissance et ne représente pas une voie d'enrichissement pour les pays qui libéralisent leurs économies. En sus du coût exorbitant d'une adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce (baisse des droits de douane, application des règlements sanitaires, législation sur la propriété intellectuelle) estimée à quelques 150 millions \$ E.U., à détourner de projets d'investissements plus prioritaires (santé, éducation, communication), il a été constaté que les deux tiers des Pays les Moins Avancés ont vu leur situation se dégrader au cours de la décennie écoulée, comparée aux autres pays en développement. Ainsi, le Produit Intérieur Brut réel par habitant n'a augmenté que de 0,9% par an, ce en raison de la croissance démographique. Dans nombre de pays où sévit la guerre civile ou en proie à une instabilité interne, le P.I.B par habitant a reculé de 3% par an. Faut-il rappeler que plus de 85% de la population mondiale vit dans les pays en développement et se partage 20% des richesses ? Les pays du Sud quand à eux se répartissent en 3 niveaux de développement:

- ceux dits émergents, dont le décollage économique repose sur des rythmes de croissance élevés et une intégration marquée au

commerce mondial ;

- les nations à revenus intermédiaires qui, sans avoir le handicap des pays très pauvres amorcent difficilement un processus de développement durable;
- le groupe des pays les moins avancés (PMA) au nombre de 48, dont la situation s'est dégradée dans les années 1990 et qui restent lourdement endettés.

Si les pays producteurs de pétrole ont bénéficié de la montée vertigineuse des cours du brut, la grande majorité des pays en développement ont vu leur facture pétrolière s'alourdir, au point de compromettre tous leurs efforts de redressement économique. Une concertation en vue de fixer le prix du baril entre 20 et 25 dollars atténuerait cet impact, car il convient d'ajouter à ce montant les coûts de transport, des taxes gouvernementales parfois exorbitantes et les conséquences de la spéculation, pour avoir une évaluation précise du prix à la pompe, qui grève le budget des ménages et donc de la nation.

En fait, il convient de noter qu'en dépit des barrières commerciales imposées par les pays riches, la croissance économique des nations en développement a continué à progresser jusqu'à atteindre 5% pour l'année 2000. Malgré ses nombreux handicaps, l'Afrique n'est pas en reste de cette évolution positive.

Amélioration de la croissance des économies africaines

A en juger par les chiffres, les économies africaines ont produit plus de richesses en l'an 2000. En effet, les performances de certains pays ont été remarquables, parfois dignes des marchés émergents. Ainsi, à titre d'exemple, le Botswana (10%), Le Cameroun et l'Ile Maurice (6%), le Bénin (5,5%), la Tanzanie (5,2%), la Mauritanie et la Tunisie (5%) ont enregistré une bonne progression de la croissance du P.I.B. Malgré les graves inondations du début de l'année, le Mozambique a réalisé une augmentation de 7%, tout en enregistrant une inflation de 12%.

En outre, si plusieurs pays de l'Ouest, du Nord et du Sud ont eu une croissance économique honorable, celle-ci a été bien des fois réduite à néant, en raison de la poussée démographique. C'est ainsi qu'avec une évolution économique positive de 2,6% et un taux de fécondité de 2%, l'Afrique du Sud évite seulement d'aggraver le chômage qui frappe 40% de



sa population active. Malgré la corruption qui gangrène plusieurs économies, des progrès appréciables ont été enregistrés en matière de bonne gouvernance (Malawi, Mali et Cap Vert, notamment), ce qui est de nature à attirer les investisseurs privés potentiels.

Si la hausse du prix du carburant a été une manne pour l'Algérie, l'Angola, le Gabon, la Lybie et le Nigéria, et a fait naître des espoirs au Maroc (découverte d'un important gisement), au Tchad et au Soudan, elle a toutefois compromis les mesures de développement ou de redressement économique dans nombre de pays non producteurs de pétrole.

Le sida qui fait des ravages parmi les forces vives du continent, en particulier dans sa partie Australe et Orientale, conjugué avec les guerres civiles en Afrique Occidentale et dans la région des Grands Lacs malgré les apaisements intervenus depuis dans la Corne, compromettent dangereusement les efforts de développement. Il est en effet inquiétant de constater qu'en dépit de la sagesse de sa politique économique et des richesses de son sous-sol, le Botswana comptabilisera dans les dix années à venir un PIB inférieur de 31% à ce qu'il aurait été sans la pandémie.

Globalement, la croissance moyenne du PIB de l'Afrique s'établit à 3,5% en 2000. Avec 13% de la population de la planète, elle ne représente que 2,3% du PIB mondial, contre 5% et 30,3% en Amérique du Nord, 12% et 32,4% en Europe/Russie, 61% et 26% en Asie, 8,5% et 7,3% en Amérique Latine et Caraïbes, et enfin 0,5% et 1,5% en Océanie. Ce tableau est encore plus sombre lorsqu'il est rappelé que le revenu moyen dans les 20 nations les plus riches est égal à 37 fois celui des 20 pays les plus pauvres de la planète, et que le fossé a doublé en vingt ans.

Au cours de l'exercice écoulé la plupart des devises africaines qui sont aussi les principales monnaies de transactions de l'Africa Re ont toutes connu de fortes dépréciations par rapport au dollar, unité de compte de la Société. Si ce phénomène a permis de rendre compétitifs les produits et matières premières africaines, elle a aussi entraîné pour l'Institution à la fois une perte de change et une minoration de sa production de primes.

Libéralisation et déréglementation plus soutenues de l'industrie des assurances et renouvellement du secteur de la réassurance

Si au début de la décennie 1990, de nombreux marchés africains étaient monopolistiques, le vent de la libéralisation qui a soufflé à travers le monde a

apporté les mutations rendues nécessaires par la mondialisation de l'économie, dont le secteur des assurances.

Alors que l'Inde, l'un des grands voisins du continent s'ouvre progressivement au capital étranger et libéralise donc l'activité d'assurance (26% maximum de participation dans les sociétés), la plupart des marchés africains en sont déjà à la déréglementation qui, bien qu'elle soit à priori destinée à faire jouer pleinement les règles de la concurrence, aboutit en fait à des effets pervers qui ont pour résultat un taux de prime trop bas pour dégager une quelconque marge bénéficiaire, à fortiori un solde en faveur des réassureurs. Un trop grand nombre de sociétés opérant sur les marchés, y compris ceux de petite taille, favorise cette tendance malsaine de baisse tarifaire incontrôlée, qui souvent destabilise toutes les exploitations.

S'agissant du secteur de la réassurance, le cycle baissier semble avoir pris fin au cours de l'exercice sous revue. En effet, si les renouvellements des programmes de réassurance se sont faits à des conditions modérées, la survenance des tempêtes en Europe de l'Ouest (France, Belgique et Allemagne) en décembre 1999 a renforcé la conviction qu'une révision drastique des taux, termes et conditions s'impose. Les taux ont été revus à la hausse en 2000 alors que les conditions sont devenues plus strictes. Bien qu'elle ait entraîné une hausse tarifaire, cette évolution n'a pu cependant empêcher de substantiels retraits de capacités du marché de la rétrocession. Alors que pendant de nombreuses années, les solutions alternatives de transmutation des risques étaient perçues comme la panacée et promises à un brillant avenir, le bas prix des couvertures de réassurance traditionnelle a retardé cette expansion. Le retour aux fondamentaux de la réassurance devrait enfin ouvrir des perspectives meilleures aux acteurs des marchés financiers innovants. La création de filiales réassurance des grandes banques de dépôts et de placements accélérerait elle aussi, à n'en pas douter, l'émergence de solutions adaptées ou de produits dérivés répondant aux besoins des financiers et d'une clientèle spéciale.

La convergence entre le commerce électronique et la réassurance élargit à présent les perspectives de développement de celle-ci. Après les médiocres performances de 1999, les réassureurs ont mis en avant l'objectif de recherche de bénéfices techniques plutôt que la conquête de parts de marchés. Ceci explique la modeste progression (3,4%) de la prime de réassurance aux Etats Unis. Sur d'autres marchés



OPERATIONS

(pays occidentaux et tiers-monde), la croissance atteindrait, voire excéderait 7%.

En outre, les grands courtiers qui se sont spécialisés dans des produits niches, offrent à présent des couvertures catastrophe novatrices: produits pluri-annuels, combinaison des techniques de la réassurance traditionnelle pour créer des garanties qui satisfont à la fois les besoins d'une clientèle particulière et les exigences des autorités de contrôle.

L'ouverture de marchés tels que ceux de la Chine, de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud a créé une demande en réassurance qui a été rapidement satisfaite par l'excédent de capacité disponible sur tous les marchés, aussi petits soient-ils. La délocalisation des risques a pour sa part eu pour conséquence de faire perdre à plusieurs marchés africains des opportunités de croissance exceptionnelle et un horizon plus prometteur. Des risques de pointe, notamment pétroliers, dont la prime s'élève en millions de dollars Etats-Unis ont été entièrement placés hors de leurs territoires de domiciliation.

L'Africa Re qui a tiré les leçons de son expérience d'une concurrence à outrance, a enregistré une évolution significative de sa production de primes (10,07%) en 2000 (78,06 millions \$ EU) par rapport à l'exercice 1999 (70,91 millions \$EU). Ceci n'a été possible que grâce à une action marketing intense, soutenue par un service de proximité, prompt et efficace. A cela viennent s'ajouter le développement du portefeuille pétrole et gaz, ainsi que des cessions additionnelles plus élevées. En fait, n'eurent été les importantes dépréciations monétaires au Ghana (107,86%), Burundi (15,80%), Guinée (37,50%), Kenya (7,21%), Lybie (18,02%), Mauritanie (12,38%), Malawi (73,16%), Mozambique (30,03%), Lesotho, Namibie, Swaziland et Afrique du Sud (22,94%), Nigéria (9,95%), Seychelles (16,70%), Tunisie (9,81%), Ouganda (17,44%), Zambie (60,43%) et Zimbabwe (45,19%), le chiffre d'affaires se serait élevé à 82,60 millions \$ EU.

La sinistralité, sans être aussi mauvaise que celle de l'exercice antérieur rend compte des inondations destructrices au Mozambique, des incendies d'usines au Kenya et en Lybie, de raffineries de pétrole au Nigéria (Kaduna), ainsi que des pertes de cargaison transport maritime à destination de l'Ethiopie, du

Kenya et de la Zambie.

Convaincus que la Société qui jouit d'une bonne image de marque et d'une certaine visibilité peut entreprendre sans trop de périls une aventure commerciale hors de son territoire de prédilection, le Conseil et la Direction ont pris l'option stratégique de l'outiller afin qu'elle puisse développer de manière plus appréciable la souscription d'affaires du Moyen-Orient et d'Asie. Il revient à présent aux actionnaires de conforter ce choix par les innovations capitalistiques et structurelles qu'exigent les perspectives prometteuses ouvertes tant sur le continent africain, que par suite du mieux être économique que connaît l'Asie.

OPERATIONS

Les affaires acceptées par la Société ont, pour des raisons opérationnelles, été classées ainsi qu'il suit :

- Incendie et Accident (Risques Techniques et Automobile inclus)
- Maritime et Aviation, et
- Vie, tandis que les centres de production couvrent chacun une zone géographique spécifique:
- L'Afrique de l'Ouest Anglophone couverte par le Siège
- L'Afrique Francophone, Ouest et Centre qui relève du Bureau Régional d'Abidjan
- L'Afrique du Nord gérée par le Bureau Régional de Casablanca
- L'Afrique Orientale et une partie de l'Afrique Australe dont se charge le Bureau Régional de Nairobi qui supervise aussi les bureaux locaux de Johannesburg et Maurice.
- L'Afrique du Sud et les marchés de la Zone Rand que gère le Bureau de Contact de Johannesburg, et
- L'Asie du Sud et les Iles de l'Océan Indien couverts par le Bureau de Port Louis (Maurice).

Les affaires en provenance de régions autres que l'Afrique sont classées dans la catégorie des acceptations internationales et peuvent être souscrites par tous les centres de production.

Les programmes de rétrocession de la Société (Excédent de Plein Africain et Excédent de Sinistres) ainsi que le Pool Aviation Africain et le Pool Africain des risques pétroliers et énergétiques sont également gérés par le Siège.

OPERATIONS



Le tableau ci-après donne un aperçu de la production et de la sinistralité.

DESCRIPTION (EN 000 \$ E.U.)	2000			1999		
	BRUT	RETRO	NET	BRUT	RETRO	NET
PRODUCTION						
PRIMES (Nettes d'annulations)	78.060	6.342	71.718	70.920	5.041	65.879
MOUVEMENT DE LA RESERVE POUR RISQUES EN COURS	(8.414)	(3.817)	4.597	5.963	2.719	3.244
PRIMES ACQUISES	69.646	2.525	67.121	76.883	7.760	69.123
SORTIES DE PORTEFEUILLE						
SINISTRES PAYES	39.300	2.192	37.108	41.763	4.713	37.050
MOUVEMENT DE LA RESERVE POUR SINISTRES A PAYER	(6.694)	(7.109)	415	11.139	4.211	6.928
SINISTRES ENCOURUS	32.606	(4.917)	37.523	52.902	8.924	43.978

Production

Avec 78,06 millions \$E.U., la Société a souscrit au titre de l'exercice financier 2000, un volume de primes en progression de 10,07% par rapport au chiffre enregistré en 1999 (70,92 millions \$E.U.). Cette hausse serait plus substantielle (16,46%), n'eût été la dépréciation de certaines monnaies de souscription par rapport au Dollar- l'unité de compte de la Société. En outre, la concurrence acharnée que se livrent les acteurs de l'industrie et le relèvement du niveau de la rétention des compagnies suite à la révision à la hausse de leur base de capital, n'ont pas milité en faveur d'une augmentation du volume de la production. Autant que possible, la stratégie de marketing de la Société tiendra compte de ces facteurs afin de préserver la croissance de l'Institution.

L'évolution de la production en monnaies originales a été positive et tient, à l'instar de l'exercice précédent, aux facteurs ci-après:

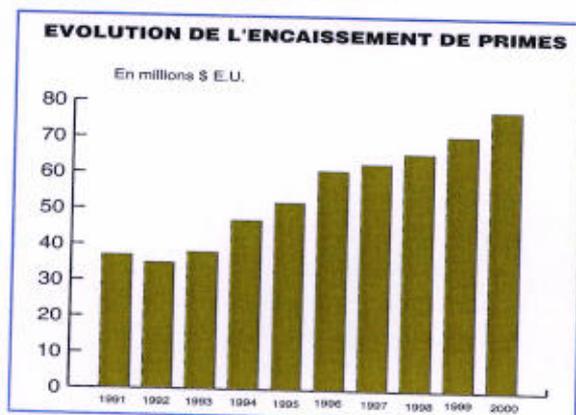
- un niveau de capitalisation relativement élevé confirmé par une notation Security Circle (analyse financière à laquelle la Société s'est volontairement soumise) de Standard & Poor's;
- la révision du programme de réassurance qui a favorisé la souscription d'un nombre important de risques de pointe.
- l'amélioration de la qualité des services fournis aux cédantes par le biais d'une action commerciale soutenue qui a permis à la Société de maximiser ses parts d'affaires.

Evolution de l'Encaissement de Primes Brutes

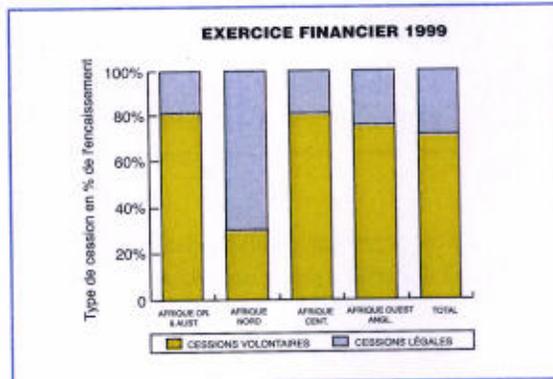
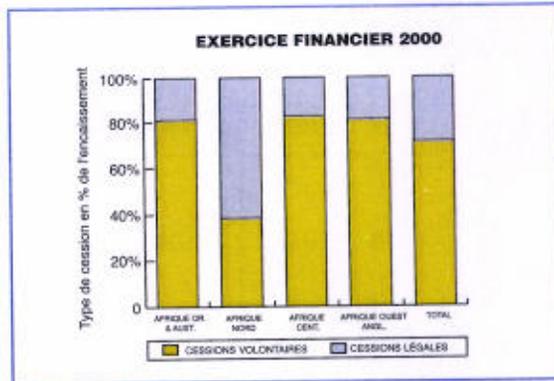
Ainsi qu'il ressort du graphique ci-dessous, le volume de l'encaissement a atteint, en 2000 un niveau jamais égalé depuis le démarrage des opérations de la Société, avec un taux de croissance moyen de 7,75% au cours des dix dernières années.

Cessions Volontaires

Les efforts consentis en vue d'augmenter le volume de ces cessions, qui représente 68,92% de la production enregistrée en 2000 sont en train de porter fruits. La part des cessions volontaires dans l'encaissement global était de 66,12% en 1999.



OPERATIONS



Répartition Géographique

A l'instar des exercices précédents, l'Afrique Orientale et Australe a réalisé la meilleure performance avec un chiffre d'affaires de 31,56 millions \$E.U. qui correspond à 40,43% de la production globale et une hausse de 5,94% par rapport à 1999 (29,79 millions \$E.U.). Il se répartit ainsi qu'il suit:

- Nairobi : 16,45 millions \$ E.U.
- Johannesburg : 8,75 millions \$ E.U.
- Maurice : 6,36 millions \$ E.U.

L'Afrique du Nord arrive en deuxième position avec un volume de primes de 23,72 millions \$E.U., soit 30,39% de la production totale de la Société et une augmentation de 9,97% par rapport au chiffre de 21,57 millions \$E.U. enregistré au titre de l'exercice précédent.

L'Afrique de l'Ouest Anglophone est créditée de 10,01 millions \$E.U., soit 12,82% de la production totale, en augmentation de 31,36% par rapport à 1999 (7,62 millions \$E.U.). Cette hausse tient à la souscription d'un plus grand nombre de risques de pointe.

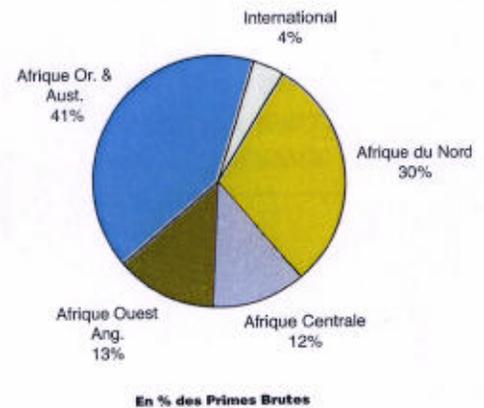
Quant à l'Afrique Francophone, Ouest et Centre, elle a souscrit 9,64 millions \$E.U. représentant 12,35% de l'encaissement global et une hausse de 3,88% en

comparaison avec le montant de 9,28 millions \$E.U. réalisé en 1999.

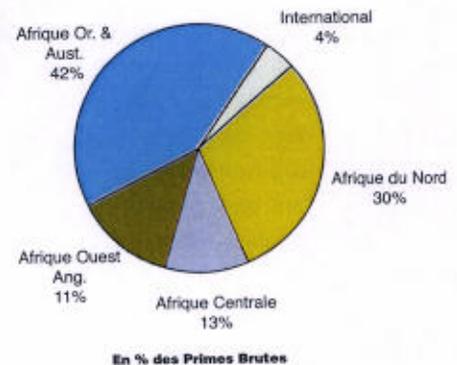
Le solde de 3,13 millions \$E.U. équivalent à 4,01% de la production de l'exercice sous revue provient du marché international (2,66 millions \$E.U. en 1999).

Les données fournies ci-dessus sont illustrées par les représentations graphiques qui suivent :

EXERCICE FINANCIER 2000



EXERCICE FINANCIER 1999



Répartition de la Production par Branche

Les affaires Incendie et Accident constituent la part la plus importante du portefeuille de la Société, avec un chiffre de 60,57 millions \$E.U., soit 77,59% de l'encaissement global, contre 75,47% en 1999. La production enregistrée par cette branche est en hausse de 13,17% par rapport à l'exercice précédent.

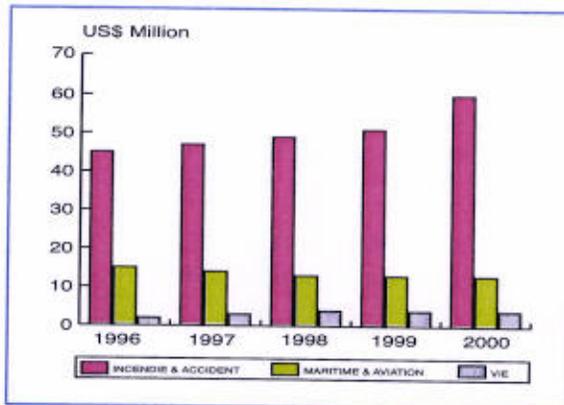
L'encaissement réalisé au titre des affaires Maritime et Aviation a été de 13,88 millions \$E.U., soit 17,78% du chiffre d'affaires global. Par rapport à l'exercice 1999, pour lequel une production de 14,30 millions \$E.U. a été enregistrée, il est en baisse de 3%.

OPERATIONS



Le solde de 3,61 millions \$E.U. provient de la branche Vie. Il représente 4,63% de l'encaissement et indique une progression de 16,45% par rapport au montant de 3,10 millions \$E.U. enregistré en 1999.

Le graphique ci-après illustre ce qui précède :



AUTRES REVENUS

Placements à Long Terme

Durant l'exercice, la Société a reçu le montant de 7.069 \$ E.U. représentant le dividende de 1,77% déclaré par l'Afreximbank pour l'année 1999. A l'instar de l'exercice précédent, celle-ci n'a pas demandé l'acquittement des versements dus au titre des souscriptions à son capital. A la demande de l'Organisation des Assurances Africaines, la Société a souscrit pour un montant de 50.000 \$E.U., (dont 25.000 \$E.U. libérés) au projet d'informatisation de ladite organisation. Outre la viabilité du projet, ce placement s'inscrit en droite ligne de la responsabilité commerciale de l'Africa Re vis-à-vis de l'industrie continentale.

Revenus Provenant de Placements à Court Terme et d'autres Sources

Un montant total de 3,61 millions \$E.U. a été tiré d'obligations, de dépôts et d'autres placements à court terme, contre 3,49 millions \$E.U. en 1999. Le niveau des fonds à investir est passé de 54,40 millions \$E.U. à 56,83 millions \$E.U. à la clôture de l'exercice sous revue, soit une hausse de 4,5% qui a pu être réalisée grâce aux produits de placements car le volume des paiements techniques a dépassé celui des recettes pour la deuxième année consécutive. Etant donné que la plus grande part des liquidités a été placée dans des dépôts à terme, la Société a tiré profit de la hausse des taux d'intérêt appliquée par la Réserve Fédérale des Etats Unis. Durant le dernier trimestre de l'exercice, un montant additionnel de 5 millions \$ E.U. a été ajouté à celui des obligations à coupon fixe, ce

qui les a portées à 11,15 millions \$ E.U., soit 7,42% de l'actif total.

Les revenus provenant des obligations sont passés de 0,51 million \$E.U. en 1999 à 0,43 million \$E.U., tandis que les intérêts générés par les dépôts et les comptes courants se sont élevés à 2,86 millions \$E.U., contre 2,85 millions \$E.U. en 1999.

Les produits de la location d'une partie de l'immeuble du Siège se sont chiffrés à 151.781 \$E.U.. Tous les espaces prévus à cet effet ont été mis en location, ce qui devrait générer un revenu annuel de 250.000 \$ E.U. à partir de 2001.

Les commissions perçues au titre de la gestion des Pools Africains (Aviation/Risques Pétroliers et Energétiques) se sont chiffrées à 167.072 \$E.U. contre 127.761 \$E.U. en 1999, hausse qui résulte de l'accroissement de leur chiffre d'affaires.

SORTIES DE PORTEFEUILLE

Sinistralité

Le montant total payé au titre des sinistres s'élève à 39,30 millions \$E.U. contre 41,76 millions \$E.U. en 1999. Il représente 50,35 % de la production globale, en baisse par rapport au chiffre de 58,89% enregistré l'exercice précédent.

Le montant des sinistres encourus (sinistres payés : 39,30 millions \$E.U. et mouvement des réserves : 6,69 millions \$E.U.) est passé à 32,61 millions \$E.U. contre 52,90 millions \$E.U. en 1999 (sinistres payés : 41,76 millions \$E.U. et mouvement des réserves : 11,14 millions \$E.U.).

Sinistralité par Centre de Production

- Le marché de l'Afrique de l'Ouest Anglophone a enregistré un ratio de sinistres de 37,95%, en baisse par rapport à 1999 (39,17%) ;
- Avec 37,71%, celui de l'Afrique Francophone (Ouest et Centre) s'est également amélioré en comparaison avec le chiffre de 39,32% enregistré en 1999 ;
- L'Afrique du Nord a enregistré le même ratio que l'exercice précédent, soit 46,37% ;
- Celui de l'Afrique Orientale et Australe s'est amélioré en passant de 83,38% en 1999, à 59,94%.



OPERATIONS

RATIO DE SINISTRES BRUTS PAR BRANCHE - EXERCICE 2000 En Millions \$ E.U.

BRANCHE D'AFFAIRE	AFFAIRES REGIONALES			ACCEPTATIONS INTERNATIONALES			TOTAL			1999
	Sinistres Encourus	Primes Acquises	Ratio Sinist. %	Sinistres Encourus	Primes Acquises	Ratio Sinist. %	Sinistres Encourus	Primes Acquises	Ratio Sinist. %	Ratio Sinist. %
Incendie & Accident (Risques techniques inclus.)	28.60	50.19	56.98	1.44	1.92	75.00	30.04	52.11	57.65	73.53
Maritime & Aviation	0.09	12.96	0.69	0.01	0.90	1.11	0.10	13.86	0.72	43.01
Vie	2.47	3.68	67.12				2.47	3.68	67.12	66.78
TOTAL	31.16	66.83	46.62	1.45	2.82	51.42	32.61	69.65	46.82	68.81

Commissions et Charges

En 2000, les commissions et charges se sont élevées à 23,72 millions \$E.U., soit 33,07% de la prime nette contre 20,62 millions \$E.U. et 31,31% en 1999.

Dépenses de Fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement imputées au compte des résultats techniques se sont chiffrées à 4,52 millions \$E.U. contre 4,19 millions \$E.U. en 1999. Cette hausse de 8% est imputable à la maintenance de l'immeuble du Siège dont la Société était la seule occupante durant le premier semestre de l'exercice. Depuis, tous les espaces à louer ont été occupés, ce qui devrait contribuer à l'amélioration du ratio des dépenses de fonctionnement en 2001. Les mesures de contrôle budgétaire introduites en 1998 ont été poursuivies, tandis que le renforcement du Dollar E.U. par rapport aux autres monnaies de transaction a permis de réaliser des économies.

Par conséquent, le ratio desdites dépenses est passé à 6,30% contre 6,36% en 1999. Aucun effort ne sera ménagé pour le maintenir dans les limites fixées au niveau international.

Autres Dépenses non Imputées au Compte des Résultats Techniques

Les dépenses afférentes aux réunions statutaires se sont élevées à 386.081 \$E.U. (1999 : 367.024 \$E.U.). La hausse de 5% ainsi enregistrée s'explique par celle des frais de voyage, étant donné l'éloignement des lieux de réunion par rapport aux pays de provenance des participants. Les honoraires du Commissaire aux Comptes se sont chiffrés à 40.000 \$E.U., et les amortissements à 593.785 \$ E.U. contre 249.220 \$ E.U. l'exercice précédent, du fait de l'amortissement de l'immeuble du Siège. Une provision de 417.137 \$ E.U. a été faite au titre des créances douteuses.

RESULTATS DE L'ANNEE DE SOUSCRIPTION CLOSE (1998)

Conformément à la pratique en vigueur au niveau de la Société, l'année de souscription 1998, qui était restée ouverte pendant trois années consécutives a été définitivement close le 31 décembre 2000.

Le volume global de la prime brute enregistré au titre de ladite année s'élève à 62,85 millions \$E.U. (1997 : 56,59 millions \$E.U.) dont 3,50 millions \$E.U. ont été rétrocédés (1997 : 3,65 millions \$E.U.), ce qui a donné lieu à une prime conservée de 59,35 millions \$E.U. (1997 : 52,94 millions \$E.U.). L'amélioration du ratio de rétention qui est passée de 93,55% à 94,43% est consécutive à la restructuration du Traité en Excédent de Plein Africain et à l'augmentation de la capacité de rétention de la Société.

Les sinistres nets se sont élevés à 28,08 millions \$E.U. (1997 : 21,05 millions \$ E.U.) soit un ratio de 47,31% (1997 : 39,75%), tandis que les commissions et charges nettes se sont chiffrées à 19,36 millions \$E.U., contre 15,66 millions \$ E.U. en 1997, soit un ratio de 32,63% (1997 : 29,57%).

Les frais de gestion de l'année en question étant de 4,20 millions \$E.U. (1997 : 4,18 millions \$ E.U.), il se dégage un excédent de 7,71 millions \$E.U. (contre 12,06 millions \$ E.U. l'exercice précédent). De ce chiffre, 12,41 millions \$E.U. ont été affectés à la constitution d'une provision pour sinistres en suspens et l'IBNR, conformément aux modalités de calcul adoptées dans ce domaine. Le solde de 4,70 millions \$E.U. représentant la perte de souscription, a été porté au compte des pertes et profits.

RESULTATS DE L'EXERCICE FINANCIER 2000

La prime brute, nette s'est chiffrée à 78,06 millions \$E.U. contre 70,92 millions \$E.U. en 1999, soit une

OPERATIONS



hausse de 10,07%. La concurrence féroce et les conditions souples qui ont caractérisé le marché en 1999, ont continué de prévaloir au cours de l'exercice sous revue, ce en dépit des sinistres majeurs enregistrés l'année précédente. En outre, le Dollar E.U. est resté fort durant l'exercice, ce qui a conduit à la détérioration des taux de change de la plupart monnaies de transaction de la Société.

Le volume de la prime conservée a augmenté de 8,86% en passant de 65,88 millions \$E.U. en 1999 à 71,72 millions \$E.U., ce qui correspond à un ratio de rétention de 91,88% (1999 : 92,89%). L'augmentation du niveau de protection en réassurance résulte des dispositions spéciales du programme de rétrocession par rapport aux comptes les plus importants.

Les sinistres payés nets de recouvrements se sont élevés à 37,11 millions \$E.U. (1999 : 37,05 millions \$E.U.), soit un ratio de 51,74% (1999 : 56,24%). Les commissions et charges, qui représentent 33,07% de la prime nette (1999 : 31,31%) se sont chiffrées à 23,72 millions \$E.U. (1999 : 20,62 millions \$E.U.).

Avec 60,82 millions \$E.U., les charges de souscription sont en hausse de 5,46% par rapport à 1999 (57,67 millions \$E.U.), tandis que les dépenses de fonctionnement se sont chiffrées à 4,52 millions \$E.U.. Par conséquent, l'excédent des revenus sur les charges s'est établi à 6,37 millions \$E.U. (1999 : 4,02 millions \$E.U.).

Le niveau du fonds de réserves a augmenté de 5,01 millions \$ E.U., en passant de 64,44 millions \$ E.U.

en 1999 à 69,45 millions \$ E.U.. Le bénéfice de souscription net s'élève donc à 1,36 millions \$E.U. contre 0,33 millions \$E.U. en 1999.

Les produits de placements et revenus provenant d'autres sources se sont élevés à 3,61 millions \$E.U. contre 3,49 millions \$E.U. en 1999, tandis que les intérêts sur les dépôts de réassurance sont passés de 0,98 million \$E.U. en 1999 à 1,05 million \$E.U.. Une perte de change matérialisée de 0,30 million \$E.U. a été enregistrée contre 0,28 million l'exercice précédent.

En conséquence, le bénéfice total réalisé par la Société pour le compte de l'exercice s'élève à 4,28 millions \$E.U. contre 3,87 millions \$E.U. en 1999.

AFFECTATION DES RESULTATS

L'exercice sous revue ayant été marqué par les effets des importants sinistres enregistrés en 1999, auxquels se sont ajoutées des pertes de change, le Conseil, soucieux de mieux consolider l'assise financière de la Société, recommande de répartir les bénéfices non distribués ainsi qu'il suit :

- 2.140.640 \$E.U. à la Réserve Générale conformément à la Résolution N° 4/1992 ;
- 700.000 \$E.U. aux Autres Réserves, dont la réserve pour fluctuations de change ainsi que celle pour fluctuations de sinistres ;
- 5.000.000 \$E.U. à la réserve pour ajustement de conversion cumulé; et
- 933.983 \$E.U en report à nouveau.



PHOTOS DE LA SESSION DE L'ASSEMBLEE GENERALE PRECEDENTE



RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES



Chartered Accountants
1, Town Planning Way, Ilupeju
P.O. Box 965, Lagos
Nigeria

Tel: + 234 1 4930720-4
Fax: + 234 1 4970023
info@awdeloitte.com
www.deloitte.com

**Akintola Williams
Deloitte
& Touche**

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ AFRICAINE DE REASSURANCE

Nous avons examiné les états financiers ci-joints de **la Société Africaine de Réassurance** pour l'exercice clos le 31 décembre 2000 et qui ont été préparés sur la base des politiques comptables définies à la page 28 du présent rapport. L'arrêté des comptes relève de la responsabilité des administrateurs. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion indépendante sur les états financiers sur la base de notre audit.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales de révision comptable. Un audit comprend l'examen, sur la base de tests, d'évidence corroborant les montants et informations fournies en annexes aux états financiers. L'audit comprend également une évaluation des prévisions significatives et jugements faits par les administrateurs lors de l'arrêté des états financiers. Il consiste également à s'assurer que les politiques comptables de la société sont appropriées en la circonstance, qu'elles sont appliquées de manière constante et que les informations importantes sont fournies en annexes aux états financiers.

Nous avons planifié et effectué notre audit de manière à obtenir toutes les informations et explications que nous considérons comme suffisantes devant nous donner une assurance raisonnable que les états financiers ne contiennent pas d'inexactitude significative résultant de fraude, d'irrégularité ou d'erreur. Nous estimons que notre audit nous donne une base raisonnable pour notre opinion.

A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle et sincère de la situation financière de la Société Africaine de Réassurance au 31 décembre 2000, des résultats de ses opérations et de son flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, en conformité avec les normes comptables internationales.

Akintola Williams Deloitte & Touche

Lagos, Nigéria
16 avril, 2001

**Deloitte
Touche
Tohmatsu**

Offices at: Abuja, Benin, Enugu, Jos, Kaduna, Kano, Maiduguri, Owerri, Port Harcourt

A list of partners' names is available at 1 Town Planning Way, Ilupeju, Lagos.



SOCIETE AFRICAINE BILAN AU

ACTIF	Note	2000 \$E.U.	1999 \$E.U.
Caisse, Banque et Placements à Court Terme	3	3.071.182	14.295.066
Placements	4	55.684.594	42.006.673
Montants dus par des compagnies sur Comptes de Réassurance		22.562.614	23.644.642
Dépôts auprès des Cédantes		41.099.892	36.447.924
Débiteurs Divers, intérêts échus et charges Payées d'avance		1.759.628	1.628.949
		124.177.910	118.023.254
IMMOBILISATIONS	5	14.029.793	12.259.016
PART DES RETROCESSIONNAIRES DANS LES PROVISIONS TECHNIQUES	12	12.035.173	15.326.649
		150.242.876	145.608.919

Musa AL NAAS
Président

Les notes annexées font partie intégrante de cet état

DE REASSURANCE
31 DECEMBRE 2000



PASSIF	Note	2000 \$E.U.	1999 \$E.U.
Autres Créanciers, charges comptabilisées d'avance et provisions		2.355.360	686.975
Dividende à payer	6	725.819	945.219
Montants dus aux compagnies sur des comptes de réassurances		12.040.361	10.428.156
Dépôts dus aux Rétrocessionnaires		3.087.704	2.995.831
		18.209.244	15.056.181
Emprunt à Long Terme	7	500.000	700.000
CAPITAL LIBERE	8	23.940.000	23.707.500
RESERVES			
Primes d'émission d'actions		5.231.120	5.007.747
Réserve Générale	9	22.803.476	20.662.836
Autres Réserves	10	6.694.238	5.994.238
Profits non distribués		933.983	4.493.343
Ajustement de Conversion Cumulé	11	(9.553.958)	(9.777.890)
		26.108.859	26.380.274
FONDS PROPRES		50.048.859	50.087.774
RESERVE POUR SINISTRES A PAYER	12	81.484.773	79.764.964
		150.242.876	145.608.919

Bakary KAMARA
Directeur Général

Les notes annexées font partie intégrante de cet état



SOCIÉTÉ AFRICAINE COMPTE DES PERTES ET PROFITS

DEPENSES	Note	2000	1999
		\$E.U.	\$EU.
Frais relatifs aux réunions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration		386.081	367.025
Honoraires du Commissaire aux Comptes		40.000	40.000
Amortissements	5	593.785	249.220
Autres Charges et Provisions		417.137	-
Profit de l'exercice		4.281.280	3.874.023
		5.718.283	4.530.268
AFFECTATION:			
Transfert à la Réserve Générale	9	2.140.640	1.937.011
Transfert à la Réserve pour Fluctuation de Change	10	500.000	500.000
Transfert à la Réserve pour Fluctuation de Sinistres	10	200.000	200.000
Transfert au compte de l'Ajustement de Conversion Cumulé	11	5.000.000	5.000.000
Profits à reporter au 31 décembre		933.983	4.493.343
		8.774.623	12.130.354

Les notes annexées font partie intégrante de cet état

DE REASSURANCE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000



REVENUS	Note	2000	1999
		\$E.U.	\$E.U.
Excédent de Souscription		1.362.244	333.797
Produits de Placements et Revenus provenant d'autres sources		3.607.88	13.489.830
Intérêts sur dépôts de Réassurance		1.053.485	983.631
Perte de change réalisée		(305.327)	(276.990)
		5.718.283	4.530.268
Report à nouveau au 1 ^{er} Janvier		4.493.343	8.256.331
Bénéfice de l'Exercice		4.281.280	3.874.023
		8.774.623	12.130.354

Les notes annexées font partie intégrante de cet état



SOCIETE AFRICAINE COMPTE DES RESULTATS TECHNIQUES

CHARGES DE SOUSCRIPTION	Opérations Brutes	Opérations Rétrocédées	Opérations Nettes	Opérations Nettes
			2000	1999
	\$EU.	\$EU.	\$EU.	\$EU.
SINISTRES REGLES	39.299.830	2.191.778	37.108.052	37.049.538
PLUS:				
Provision pour sinistres à la clôture de l'exercice	36.342.990	5.982.464	30.360.526	29.945.792
MOINS:				
Provision pour sinistres en début d'exercice	43.036.731	13.090.939	29.945.792	23.017.549
SINISTRES DE L'EXERCICE	32.606.089	(4.916.697)	37.522.786	43.977.781
COMMISSIONS	23.106.137	1.247.565	21.858.572	19.087.431
CHARGES	1.896.321	39.181	1.857.140	1.536.441
	57.608.547	(3.629.951)	61.238.498	64.601.653
FRAIS DE GESTION			4.520.366	4.187.398
Excédent de Souscription Transféré au Compte des Pertes et Profits			1.362.244	333.797
			67.121.108	69.122.848

Les notes annexées font partie intégrante de cet état

**DE REASSURANCE
AU 31 DECEMBRE 2000**



REVENUS DE SOUSCRIPTION	Opérations Brutes	Opérations Rétrocédées	Opérations Nettes	Opérations Nettes
	\$EU.	\$EU.	2000 \$EU.	1999 \$EU.
PRIMES NETTES D'ANNULATIONS	78.060.022	6.342.363	71.717.659	65.879.437
PLUS:				
Fonds de Réassurance en début d'exercice	36.728.233	2.235.710	34.492.523	37.735.934
MOINS:				
Fonds de réassurance à la clôture de l'exercice	45.141.783	6.052.709	39.089.074	34.492.523
PRIMES ACQUISES	69.646.472	2.525.364	67.121.108	69.122.848
			67.121.108	69.122.848

Les notes annexées font partie intégrante de cet état



SOCIÉTÉ AFRICAINE DE REASSURANCE RESULTATS TECHNIQUES PAR BRANCHE: EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

	Incendie et Accident \$EU.	Maritime et Aviation \$EU.	Vie \$EU.	TOTAL 2000 \$EU.	TOTAL 1999 \$EU.
Revenus de souscription:					
Primes Brutes	60.557.339	13.875.618	3.627.065	78.060.022	70.920.129
Moins: Primes Rétrocédées	5.317.423	1.024.940	-	6.342.363	5.040.692
	55.239.916	12.850.678	3.627.065	71.717.659	65.879.437
Charges de Souscription:					
Sinistres	28.861.990	6.361.730	1.884.332	37.108.052	37.049.538
Commissions	16.582.337	4.505.633	770.602	21.858.572	19.087.431
Charges	1.414.291	401.046	41.803	1.857.140	1.536.441
Frais de Gestion	3.506.806	803.521	210.039	4.520.366	4.187.398
	50.365.424	12.071.930	2.906.776	65.344.130	61.860.808
Excédent des Revenus sur les charges	4.874.492	778.748	720.289	6.373.529	4.018.629
Réserve pour sinistres à payer et fonds de réassurance:					
Au 1 ^{er} Janvier	42.281.461	19.015.737	3.141.117	64.438.315	60.753.483
	47.155.953	19.794.485	3.861.406	70.811.844	64.772.112
Au 31 Décembre (Note 12)	49.484.438	16.297.915	3.667.247	69.449.600	64.438.31
Excédent de Souscription transféré au compte des Pertes et Profits	(2.328.485)	3.496.570	194.159	1.362.244	333.797

Les notes annexées font partie intégrante de cet état

SOCIETE AFRICAINE DE REASSURANCE
ETAT DE VARIATION DE LA TRESORERIE (CASH-FLOW)
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000



	2000	1999
	\$EU.	\$EU.
CASH FLOW PRODUIT PAR LES OPERATIONS		
Bénéfice net de l'exercice	4.281.280	3.874.023
Ajustements rapprochant le bénéfice net aux liquidités nettes produites par les opérations:		
Amortissements	593.785	249.220
Moins value (plus-value) sur cession d'immobilisations	21.983	(8.307)
Réserves pour sinistres à payer et fonds de réassurance	5.011.285	3.684.832
Comptes courants débiteurs sur opérations de réassurance	1.082.028	1.364.715
Dépôts chez les cédantes	(4.651.968)	(2.309.526)
Débiteurs divers, intérêts courus et charges payées d'avance	(130.679)	(536.663)
Comptes courants créditeurs sur opérations de réassurance	1.612.205	(5.388.308)
Dépôts dus aux récessionnaires	91.873	123.004
Autres créanciers, charges comptabilisées d'avance et provisions	1.668.385	(68.574)
	5.298.897	(2.889.607)
Liquidités nettes produites par les Opérations	9.580.177	984.416
Ajustements d'éléments non liquides portés au Compte des fonds propres des actionnaires:		
Ajustement de Conversion Cumulé	(4.776.068)	(5.231.878)
CASH FLOW PRODUIT PAR LES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT:		
Produits de ventes d'immobilisations	4.613	15.002
Acquisitions d'immobilisations	(2.391.158)	(3.455.018)
Placements	(13.677.921)	8.868.598
	(16.064.466)	5.428.582
CASH FLOW PRODUIT PAR LES ACTIVITES FINANCIERES:		
Produits de ventes d'actions	455.873	1.229.185
Emprunt à long terme remboursé	(200.000)	(200.000)
Dividende payé	(219.400)	(450.869)
	36.473	578.316
Augmentation (Baisse) Nette des Soldes en Banque et en Caisse	(11.223.884)	1.759.436
SOLDES EN BANQUE ET EN CAISSE:		
Au 1er janvier	14.295.066	12.535.628
Au 31 décembre	3.071.182	14.295.066

Les notes annexées font partie intégrante de cet état



NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

NOTE 1

OPERATIONS

La Société Africaine de Réassurance a été créée par des Etats Membres de l'Organisation de l'Unité Africaine et la Banque Africaine de Développement en tant qu'Institution inter-gouvernementale ayant pour mission de :

- (a) mobiliser des ressources financières à partir d'opérations d'assurance et de réassurance;
- (b) placer les fonds ainsi mobilisés en Afrique pour aider à accélérer le développement économique du continent; et
- (c) promouvoir le développement de l'assurance et de la réassurance en Afrique en favorisant la croissance des capacités de souscription et de rétention nationales, régionales et sous-régionales.

NOTE 2

PRINCIPES COMPTABLES

Les principes comptables de la Société sont généralement conformes aux normes adoptées par le Comité International des Normes Comptables et aux pratiques en vigueur dans le secteur des assurances. Les principales méthodes comptables adoptées pour la préparation des présents états financiers se résument ainsi qu'il suit :

(a) Comptabilisation des Revenus

Les primes et les charges de souscription sont respectivement portées au crédit et au débit du compte des résultats techniques sur avis des cédantes;

(b) Comptes des résultats techniques, réserves pour sinistres à payer et fonds de réserve

Les comptes des résultats techniques sont tenus sur la base de l'année de souscription. Les comptes de chaque année de souscription restent ouverts pendant une période de trois ans au cours de laquelle l'excédent des revenus sur les charges est versé dans la réserve pour sinistres à payer. A ce moment, il est généralement possible d'évaluer de façon assez précise les montants en suspens en vue de la clôture du compte et de la détermination du profit ou de la perte de souscription. A la fin de la période de trois ans, lorsque les comptes techniques sont clos, les

réserves pour sinistres à payer sont portées dans le compte des résultats techniques de l'année de souscription concernée et un fonds de réserve est constitué pour faire face aux sinistres en cours. Le niveau du fonds de réserve est reconsidéré à la fin de chaque année à la lumière de l'évolution des primes et des sinistres, puis les ajustements nécessaires effectués;

(c) Conversion des devises

Les comptes libellés dans les différentes monnaies de transaction des Etats membres sont convertis dans la monnaie de compte, le Dollar Etats Unis, aux taux de clôture. Les dépenses de fonctionnement sont converties aux taux en vigueur à la date à laquelle elles ont été engagées. Les ajustements de conversion y relatifs non matérialisés sont enregistrés comme un composant séparé des fonds propres. Les différences de change faisant suite à des règlements monétaires sont portées au compte des pertes et profits.

(d) Placements

Les placements à court terme sont évalués au plus bas de leur valeur amortie ou de leur valeur sur le marché. Les placements à long terme sont évalués au prix de revient sauf en cas de baisse persistante du cours, auquel cas une provision pour dépréciation est constituée.

(e) Immobilisations et amortissements

Les immobilisations sont présentées au coût d'acquisition, déduction faite des amortissements cumulés. Les amortissements sont calculés selon la méthode linéaire sur la base de la durée de vie des immobilisations; les taux annuels des amortissements sont:-

- *Terrains*: néant
- *Biens immobiliers*:
2% ou amortissement sur la durée du bail si celle-ci est inférieure à 50 ans
- *Mobilier, installations et équipements*:
6,67% à 33,33%
- *Matériel de transport* : 25%

(f) Débiteurs

Les comptes des débiteurs sont présentés à leur valeur nette de réalisation; les dettes considérées comme irrécouvrables sont passées en perte.

(g) Frais de Gestion

Les frais de gestion sont répartis entre les différentes branches sur la base des primes nettes et entièrement imputés à l'année de souscription en cours.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000



NOTE 3

SOLDES EN CAISSE ET DEPÔTS A COURT TERME

Est inclus dans ces soldes l'équivalent de 1.812.295 \$EU (1999: 4.932.070\$EU) représentant des dépôts à court terme dans des monnaies d'Etats membres.

NOTE 4

PLACEMENTS

Sont inclus dans les placements ci-après exprimés à leur valeur nette, des titres à taux d'intérêt fixe dont la valeur de marché au 31 Décembre 2000 est de 11.367.795\$EU (1999: 5.347.188 \$EU):

	2000 \$EU.	1999 \$EU.
• <u>Souscription au capital de Sociétés:</u>		
Shelter-Afrique	1.020.000	1.020.000
Participation à la Banque Africaine d'Import-Export	400.000	400.000
Autres (Compagnies non cotées en bourse)	502.722	477.722
	1.922.722	1.897.722
• <u>Autres placements</u>		
Obligations à taux d'intérêt fixe	11.151.339	5.470.110
Dépôts à Court Terme	42.610.533	34.638.841
	53.761.872	40.108.951
	55.684.594	42.006.673

NOTE 5

IMMOBILISATIONS

	Immobilier en cours de réalisation	Biens immob- iliers	Mobilier Installations & Equip- ement	Matériel de Transport	Total 2000	Total 1999
	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU	\$EU
VALEUR BRUTE						
Au 1er Janvier	9.097.924	2.349.286	2.681.813	443.340	14.572.363	11.216.988
Acquisitions de l'exercice	327.906	1.456.833	570.773	35.646	2.391.158	3.455.018
Cessions de l'exercice	(9.371)	-	(587.313)	(990)	(597.674)	(99.643)
Transferts de l'exercice	(9.088.553)	7.205.332	1.883.221	-	-	-
Au 31 Décembre	327.906	11.011.451	4.548.494	477.996	16.365.847	14.572.363

AMORTISSEMENTS CUMULES

Au 1 ^{er} Janvier	-	161.692	1.841.413	310.242	2.313.347	2.157.073
Dotations de l'exercice	-	180.844	342.360	70.581	593.785	249.220
Reprise sur cessions	-	-	(570.088)	(990)	(571.078)	(92.946)
Au 31 Décembre	-	342.536	1.613.685	379.833	2.336.054	2.313.347

VALEUR NETTE COMPTABLE

Au 31 Décembre	327.906	10.668.915	2.934.809	98.163	14.029.793	12.259.016
----------------	---------	------------	-----------	--------	------------	------------

La rubrique des biens immobiliers tient compte d'un montant de 8,24 millions \$ E.U. relatif à la construction de l'immeuble du Siège principal de la Société dont 57% des locaux ont été mis en location.



NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

NOTE 6

DIVIDENDE A PAYER

	2000	1999
	\$EU	\$EU
Solde au 1er Janvier	945.219	1.396.088
Montant payé au cours de l'année	(219.400)	(450.869)
Solde au 31 Décembre	725.819	945.219

NOTE 7

EMPRUNT A TERME

Il s'agit du solde restant à régler sur le prêt de 1 million \$E.U. souscrit auprès de Shelter Afrique et destiné au financement partiel des travaux de construction de l'immeuble du Siège de la Société. Le principal et les intérêts sont remboursables en dix paiements semestriels égaux. Le premier versement a été effectué en décembre 1998.

NOTE 8

CAPITAL - ACTIONS ET CAPITAL LIBERE

(i) Le capital autorisé de la Société est de 50 millions \$EU. divisé en 5000 actions d'une valeur de 10.000 \$EU chacune. Les deux tiers de ce capital-actions sont offerts à la souscription des états membres de l'Organisation de l'Unité Africaine et de la Banque Africaine de Développement, tandis que le tiers restant est réservé aux institutions nationales d'assurances/réassurance des Etats membres.

(ii) Le capital libéré s'analyse ainsi qu'il suit:

	2000	1999
	\$EU.	\$EU.
Capital alloué et souscrit	24.890.000	24.770.000
Capital appelé mais non libéré	(950.000)	(1.062.500)
Capital souscrit et libéré	23.940.000	23.707.500

NOTE 9

RESERVE GENERALE

	2000	1999
	\$EU.	\$EU.
Solde au 1er Janvier	20.662.836	18.725.825
Transfert à partir du Compte des Pertes et Profits	2.140.640	1.937.011
Solde au 31 Décembre	22.803.476	20.662.836

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000



NOTE 10

AUTRES RESERVES

	Réserve pour Fluctuation de change \$EU.	Réserve pour Fluctuation de sinistres \$EU.	Total 2000 \$EU.	Total 1999 \$EU.
Solde au 1 ^{er} Janvier	3.794.238	2.200.000	5.994.238	5.294.238
Transfert à partir du compte des pertes et profits	500.000	200.000	700.000	700.000
Solde au 31 Décembre	4.294.238	2.400.000	6.694.238	5.994.238

NOTE 11

AJUSTEMENT DE CONVERSION CUMULE

	2000 \$EU.	1999 \$EU.
Solde au 1 ^{er} Janvier	9.777.890	9.546.012
Ajustement de conversion pour l'année	4.776.068	5.231.878
Transfert du Compte des Pertes et Profits	(5.000.000)	(5.000.000)
Solde au 31 Décembre	9.553.958	9.777.890

NOTE 12

RESERVE POUR SINISTRES A PAYER ET FONDS DE RESERVE

Ces fonds représentent les résultats techniques des années de souscription non encore closes et les réserves pour sinistres à payer au titre des années déjà closes. Ils s'analysent comme suit:

	Incendie & Maritime & Accident \$EU	Aviation \$EU	Vie \$EU	Total 2000 \$EU	Total 1999 \$EU
BRUT					
Fonds de Réassurance	32.305.467	11.471.150	1.365.166	45.141.783	36.728.233
Réserve pour sinistres à payer	27.314.465	6.726.444	2.302.081	36.342.990	43.036.731
	59.619.932	18.197.594	3.667.247	81.484.773	79.764.964
MOINS: Part des rétrocessionnaires					
dans les provisions techniques	4.397.770	1.654.939	-	6.052.709	2.235.710
Réserve pour sinistres en suspens	5.737.724	244.740	-	5.982.464	13.090.939
	10.135.494	1.899.679	-	12.035.173	15.326.649
Réserve pour sinistres à payer et fonds de réassurance nets	49.484.438	16.297.915	3.667.247	69.449.600	64.438.315



NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2000

NOTE 13

IMPOTS

La Société jouit d'une exonération d'impôts dans les marchés où elle est présente, conformément à l'Article 51 de l'Accord Portant Création de la Société. En conséquence, aucune dotation n'est prévue au titre des impôts dans les états financiers.

NOTE 14

TRANSACTIONS AVEC LES COMPAGNIES ACTIONNAIRES

Une partie des affaires de la Société est traitée avec des compagnies cédantes actionnaires de la Société.

NOTE 15

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Le montant des engagements relatifs aux projets d'investissement approuvés était de 1.516.192 \$E.U. (1999 : 1.371.700 \$E.U.)

NOTE 16

PROVISIONS POUR PASSIF EVENTUEL

La provision au titre du litige en cours (arbitrage) – qui n'apparaît pas dans cet état – s'établit à 2.090.000 \$ E.U. (1999 : 283.963 \$ E.U.). Toutefois, l'Africa Re a organisé sa défense et les Administrateurs sont d'avis qu'elle n'aura pas à payer de dommages.